



Conditions générales pour l'exécution de travaux de mensuration cadastrale

Etat au 01.01.2009

1. L'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux qui lui sont confiés conformément aux prescriptions fédérales et cantonales. L'entrepreneur doit se renseigner auprès du service cantonal de surveillance pour des travaux dont l'exécution n'est prévue ni dans le contrat ni dans les prescriptions fédérales ou cantonales.
2. L'entrepreneur répond personnellement de la bonne exécution du contrat, dans le cadre des conditions générales et particulières de ce dernier. Il s'engage à sauvegarder les intérêts publics et à ne favoriser personnellement qui que ce soit. Les informations, documents, données et résultats seront traités confidentiellement. Ils ne doivent pas être utilisés par l'entrepreneur à des fins propres ni être communiqués à des tiers sans une autorisation expresse.
3. Dès que l'entrepreneur a connaissance de faits qui peuvent remettre en question l'accomplissement des travaux conformément au contrat, il doit informer sans retard, et par écrit, le maître de l'ouvrage et le service cantonal de surveillance sur les circonstances et les mesures éventuelles à envisager.
4. Le maître de l'ouvrage ainsi que le service cantonal de surveillance du cadastre ont en tout temps un droit de contrôle et d'information sur toutes les parties de l'ouvrage. L'exercice de ce droit ne change rien à l'obligation de respecter les clauses du contrat. Le service cantonal de surveillance peut en tout temps ordonner des changements aux termes prévus par le contrat.
5. Le résultat du travail (résultat provisoire et final) et la propriété intellectuelle appartiennent au canton.
6. La transmission de travaux prévus au contrat ou de parties de ceux-ci à un autre entrepreneur requiert le consentement écrit du service cantonal de surveillance. L'entrepreneur reste toutefois dans tous les cas le seul responsable vis à vis du maître de l'ouvrage.
7. Des travaux extraordinaires forfaitaires ou en régie ne peuvent être exécutés sans l'assentiment écrit du service cantonal de surveillance. L'accord ou l'autorisation seront demandés avant le début des travaux.
8. L'entrepreneur est tenu de conserver soigneusement tous les actes, croquis, plans et données. Il est tenu également de les assurer à ses frais contre toutes espèces de dommages jusqu'à leur remise; sur demande il en fournira la preuve.
9. L'entrepreneur s'engage, lors des travaux sur le terrain, à respecter la propriété de tiers et les cultures. Les propriétaires fonciers intéressés seront renseignés avant le début des travaux par l'entrepreneur lui-même, ou à son instigation par les autorités compétentes, sur l'ampleur et la durée des travaux à entreprendre. Voir à ce sujet les articles 20 et 21 de la loi fédérale sur la géoinformation RS 510.62.
10. Si les échéances convenues ne sont pas respectées, un retard constitue automatiquement une demeure. Si l'entrepreneur est en retard, le service cantonal de surveillance est autorisé à prendre les mesures nécessaires.

11. La rémunération comprend toutes les prestations qui sont nécessaires à l'exécution du contrat. La rémunération comprend en particulier tous les frais annexes tels que les repas, les travaux de secrétariat, toutes les prestations sociales et autres indemnités pour la maladie, l'invalidité ou les décès, ainsi que les contributions officielles.
12. Le renchérissement n'est pris en compte que s'il fait l'objet d'une convention écrite particulière dans le contrat. Si un renchérissement est prévu, il est déterminé pro rata temporis sur la base des délais du contrat et sur la base du renchérissement officiellement admis par la Direction fédérale des mensurations cadastrales.
13. Si l'entrepreneur veut utiliser l'objet du contrat pour de la publicité ou pour des publications, il doit, en complément de l'article 22 lit. d de l'ordonnance sur les géomètres, OGeom RS 211.432.261, obtenir l'accord écrit du service cantonal de surveillance.
14. Dans les 10 ans qui suivent la reconnaissance de l'oeuvre par la Confédération, le service cantonal de surveillance a le droit de réclamer en tout temps pour des défauts de toutes sortes, et ceci en dérogation des articles 367 et 370 du CO, RS 220. Si une reconnaissance n'est pas nécessaire, le délai court dès la naissance du défaut. L'entrepreneur est responsable pour tous les défauts relevés par le service cantonal de surveillance durant ce délai. L'entrepreneur est obligé de corriger les défauts relevés dans un délai que lui fixera le service cantonal de surveillance. Les frais qui en résultent sont supportés par l'entrepreneur. Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas de cette obligation dans le délai fixé malgré une sommation écrite, le service cantonal de surveillance est autorisé à faire exécuter les travaux par un tiers, aux frais de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable d'un dommage qui résulterait d'un défaut de l'oeuvre conformément aux articles 368 et 97ss. du CO, RS 220.
15. Les dispositions du code suisse des obligations sont applicables tant que rien dans le contrat rien ne s'y oppose.
16. Les litiges pouvant naître du contrat, pour autant que ce dernier n'en dispose pas autrement, seront tranchés par les tribunaux ordinaires. Les parties reconnaissent comme domicile légal la commune où a été signé le contrat ou le chef-lieu du canton, si le maître de l'ouvrage est le canton.
17. Le contrat ainsi que les conditions générales ne peuvent être modifiés sans l'assentiment écrit du service cantonal de surveillance.
18. Si l'exécution du contrat par l'entrepreneur n'est plus possible (par ex. en raison de décès, de radiation du registre des géomètres selon l'article 19 de l'ordonnance sur les géomètres, OGeom RS 211.432.261, de cessation de l'activité), le service cantonal de surveillance est habilité à prendre les mesures qui s'imposent.